G7, contre G7, quels bilans ?

dimanche 15 septembre 2019, par [Yveline Nicolas](#)

Le sommet des Etats du G7, présidé par la France, avait parmi ses thèmes prioritaires les inégalités sociales, l'égalité femmes-hommes, l'environnement. Quel est le bilan ? De son côté, le contre-Sommet G7 à Irun - Hendaye a rassemblé de nombreuses associations et mouvements sociaux.

Sommaire de cet article

- [Bilan du Sommet G7 de 2019](#)
- [Quelle place pour les organisations de la société civile ?](#)
- [Le contre Sommet G7](#)
- [Point de vue d'organisations de la société civile](#)
- [Annexe - Bilan du G7 sur les questions écologiques](#)
- [Annexe - Bilan du G7 sur les inégalités](#)
- [Annexe - L'égalité femmes-hommes au sommet du G7](#)

Bilan du Sommet G7 de 2019

Le 45ème sommet du G7, présidé par la France, s'est tenu à Biarritz du 24 au 26 août 2019. La lutte contre les inégalités, l'égalité femmes-hommes, et l'environnement faisaient partie des thèmes prioritaires.

Formalisé en 1975 sous l'impulsion de la France, le G7 (ou précédemment G8, avant la suspension de la Russie en 2014) regroupe des puissances économiques occidentales : États-Unis, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Japon. La Commission européenne y participe également. Avec seulement 10 % de la population mondiale, les pays du G7 représentent 45 % du PIB mondial - dont la moitié pour les États-Unis et 2,2 % pour la France.

Beaucoup d'observateurs estiment que le G7 est obsolète face aux reconfigurations économiques et géopolitiques (poids des BRICS, de la Chine, deuxième économie mondiale). Débouchant sur des déclarations formelles et des généralités, n'ayant pas de légitimité d'engager de transformation du système économique et politique mondial, sans budget de mise en œuvre, le G7 est devenu essentiellement un exercice diplomatique au profit (ou au détriment, si cela se passe mal) du chef de l'Etat qui assure la présidence tournante. De ce point de vue, la France a bien tiré parti dans sa communication de l'invitation de pays africains, la discussion avec le président russe, la venue d'un émissaire iranien, le revirement sur l'accord de libre-échange de l'UE avec le Mercosur (marché commun de quatre pays d'Amérique Latine), la taxe sur les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple) (taxe internationale promue par les Etats-Unis et décidée déjà par le G20 de juin dernier).

Le creusement des inégalités socioéconomiques et le réchauffement climatique, au menu des priorités, sont restés les parents pauvres du G7 (*cf. annexe sur les décisions environnementales en bas de cet article*). L'Amazonie brûle depuis des années, comme la forêt tropicale en Afrique et en Asie, sans compter la Guyane française et les feux dévastent maintenant des forêts boréales d'Arctique, qui connaît un record de chaleur cette année. Des organisations de la société civile alertent depuis longtemps sur l'impact du modèle agricole industriel promu par la France et l'Union européenne, qui contribue à la déforestation au profit de la monoculture de soja brésilien (OGM et pesticides) pour produire de la viande industrielle ici (l'UE est 2ème importateur après la Chine). [Une Charte pour la biodiversité](#) a été élaborée au sommet des ministres de l'environnement du G7 en mai, mais c'est un document non contraignant. Les associations alertent aussi sur les atteintes aux droits humains (notamment des peuples autochtones, des défenseurs-

ses des droits environnementaux).

Autre indicateur des G7 : l'aspect sécuritaire. L'Etat hôte doit passer le test de la capacité d'assurer la sécurité face à la contestation de groupes de la société civile, qui manifestent contre le modèle capitaliste néolibéral qui est celui des sept pays riches. C'est donc devenu un exercice d'identifier un lieu facilement contrôlable, de s'y barricader, de déployer des forces armées gigantesques (13 000 policiers + les forces de l'ordre de pays participants, dont un millier pour les Etats-Unis). Ici la disproportion est apparue évidente. Les organisateurs du contre-sommet au G7 ont dû annuler plusieurs actions pacifiques programmées le 25 août, en raison de l'ampleur du dispositif et de l'arrestation de plusieurs de leurs membres. Selon Amnesty international, « le sommet du G7 à Biarritz a été marqué par une répression injustifiable de la liberté de réunion et de mouvement. 100 manifestants arrêtés par les autorités françaises et bien d'autres privés du droit de manifester pacifiquement ».

Le fait que le prochain G7 soit présidé par les Etats-Unis, en 2020 (à Miami en Floride), n'augure guère de sa crédibilité...

Pour un réel bilan d'un G7, il faut donc mettre en balance les annonces (purement formelles : le G7 de 1975 traitait déjà de la crise énergétique et des inégalités économiques !), le bilan politique de la majorité au pouvoir dans le pays hôte (affaire surtout interne), ainsi que les éventuels impacts sur la région et le tourisme (les avis sont mitigés et un bilan économique reste à faire). Mais au-delà de ces impacts conjoncturels, il sera utile de continuer la réflexion sur certains effets indirects de fond, tels que : y a-t-il régression démocratique (répression et atteinte au droit de manifester) ? Un budget d'organisation aussi énorme (36 millions) est-il pertinent en période d'austérité touchant une fraction toujours plus importante de la population (dans les pays même du G7) ? Quels sont les impacts sur la configuration et les modes d'actions des organisations de la société civile ? Ce nouveau format de discussion avec des "groupes d'engagement", ne conduit-elles pas les ONG à s'épuiser à courir après un agenda officiel qui les place toujours en posture de réaction ? Leurs recommandations sont-elles prises en compte ? Est-ce que la place donnée à quelques ONG et représentant-es ne risque pas de créer des divisions et des inégalités entre organisations de la société civile ?

Textes adoptés par le G7 2019

Le G7 a débouché sur une courte Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement, qui affirme que "Les dirigeants du G7 souhaitent souligner leur grande unité et l'esprit positif de leurs débats. Le G7 organisé à Biarritz par la France a pu dégager avec succès des accords sur plusieurs points comme le commerce : le G7 est attaché à un commerce mondial ouvert et juste et à la stabilité de l'économie mondiale. Le G7 demande aux Ministres des finances d'assurer un suivi de la situation de l'économie mondiale. Pour cela, le G7 veut changer en profondeur l'Organisation mondiale du commerce afin d'être plus efficace dans la protection de la propriété intellectuelle, de régler plus rapidement les différends et d'éradiquer les pratiques commerciales déloyales. Le G7 s'engage à trouver un accord en 2020 pour simplifier les barrières réglementaires et moderniser la fiscalité internationale dans le cadre de l'OCDE".

Les autres points concernent des actualités géopolitiques comme le refus de l'arme nucléaire iranienne ; un sommet organisé par la France et l'Allemagne sur l'Ukraine ; un appel au cessez-le-feu en Libye ; un appel à éviter les violences à Hong Kong.

- [Télécharger cette Déclaration finale du G7](#)

D'autres documents et conclusions de la Présidence française (qui n'engagent pas les pays) ont été adoptés :

- Plan d'action du partenariat pour le Sahel. [Télécharger](#)

- [Conclusion de la présidence sur la lutte contre les inégalités](#)

- [Conclusions de la Présidence sur le climat, la biodiversité et les océans](#)

- [Déclaration commune du Président de la République française, du Directeur général de l'OIT, du Président du Groupe de la Banque mondiale, du Directeur général par intérim du FMI, du Directeur général de l'OMC et du Secrétaire général de l'OCDE](#)

- [Déclaration de Biarritz pour un partenariat entre le G7 et l'Afrique](#)

- [Liens vers tous les documents officiels du G7](#)
- [Synthèse des priorités du G7](#)

Quelle place pour les organisations de la société civile ?

Critiqué pour son absence de légitimité dans le domaine de la gouvernance mondiale, sa non-représentativité et sa promotion d'un modèle économique fondé sur le développement du commerce international, le G7 a progressivement mis en place un dialogue avec des « groupes d'engagement », sur le modèle de l'ONU, qui donne une place officielle à des représentants de groupes de la société civile dans les négociations internationales, comme par exemple le [Women Major Group](#) (sur les questions développement durable, environnement) ou le [Women Gender Constituency](#) (sur les négociations climatiques).

Ces groupes d'engagements ont organisé des conférences et publié de nombreuses recommandations en amont du G7 (cf. les liens ci-après vers les textes de position) : [Civil 7 \(ONG\)](#) ; [Labor 7 \(syndicats\)](#) ; Sciences 7 (rassemblant les [Académies des sciences des pays du G7](#)) ; [T7 \(Think Tanks\)](#) ; Women 7 (cf. ci-dessous) ; [Youth 7](#) ; [Business 7](#).

Le [W7 \(Women 7\)](#) rassemble des organisations et associations féministes des pays du G7 et du monde entier. Son objectif était de s'assurer que les pays du G7 "prennent des engagements tant financiers que politiques en 2019 et au-delà, qui permettront d'avoir un impact concret et durable sur la vie des femmes et des filles partout dans le monde".

Le contre Sommet G7

A chaque sommet du G7, son contre Sommet des mouvements sociaux, syndicats, associations et ONG nationales et internationales, ici regroupées au sein d'une [plateforme des alternatives face au G7](#) au niveau national et basque (plateforme G7EZ), qui ont organisé, avec une grande efficacité pratique malgré peu de moyens, un programme d'événements à Hendaye et à Irun, du 20 au 25 août 2019.

Le contre Sommet, qui dénonce le caractère illégitime du G7 et le fait qu'il serve à promouvoir la communication d'Etats largement responsables de la crise sociale, économique et climatique, a rassemblé 6000 personnes, organisé une centaine de conférences, ateliers et activités. Environ 15 000 personnes ont manifesté pacifiquement le 24 août, malgré des dispositifs sécuritaires dissuasifs.

[Les organisations de la société civile du contre G7 ont adopté une déclaration..](#) Elle affirme : "Nos alternatives, qui mettent en oeuvre les valeurs de démocratie, de solidarité et d'égalité entre les femmes et les hommes, sont incompatibles avec le développement du capitalisme néolibéral qui s'appuie sur les États dominants et défend les intérêts des marchés financiers et des multinationales par la multiplication d'accords de libre-échange destructeurs, la privatisation des services publics et des biens communs.... Aujourd'hui, toute forme de contestation de ce système se traduit par des répressions policières et des restrictions aux libertés publiques de plus en plus importantes et la banalisation des interventions militaires".

Une dynamique féminisme au contre G7

Au contre-Sommet G7, à Irun - Hendaye, s'est tenue le 22 août la journée féministe « Le féminisme pour changer de cap », animée par ActionAid Peuples Solidaires, Adéquations et Attac (commission genre), en partenariat avec de nombreuses associations des pays basques Sud et Nord et françaises. L'événement a rencontré un grand succès, rassemblant plus de 150 personnes, militantes féministes, représentantes d'associations, syndicats, groupes et réseaux, du niveau territorial au niveau international.

La matinée a été consacrée au travail des femmes (rémunéré, gratuit, formel, informel), avec des

témoignages de syndicalistes, militante gilet jaune et membres d'associations. L'après-midi a insisté sur les articulations à promouvoir entre les aspects économiques, sociaux et écologiques et l'apport des analyses et pratiques féministes sur ces questions. La fin de journée a porté sur des échanges de pratiques et de recommandations sur l'organisation des grèves féministes, à partir des expériences en France, Belgique, Pays Basque Sud et Nord, Espagne et plus largement de mobilisations internationales et marches des femmes notamment en vue de 2020.

S'inscrivant dans la thématique du contre G7 « Pour un monde radicalement féministe, à bas le patriarcat », cet événement effervescent a témoigné de la diversité des approches des féminismes, selon les générations, les modes d'actions et de communication, les enjeux mis en avant. Mais comme toujours, les hommes sont très minoritaires dans ces conférences... Autre enjeu pour l'avenir : d'une part favoriser la prise en compte du genre dans l'ensemble des problématiques abordées par le contre Sommet ; d'autre part inciter plus d'associations féministes à s'intéresser aux questions écologiques et aux répercussions du mode de développement productiviste consumériste sur les femmes de classes sociale défavorisées, au Sud et au Nord.

- [Compte-rendu succinct](#)

Point de vue d'organisations de la société civile

- ["Le féminisme pour changer de cap", journée organisée au contre-Sommet G7](#) : "le modèle capitaliste néolibéral ne permet pas l'égalité femmes-hommes ; il épuise à la fois la planète et les personnes précarisées. (...). L'organisation du G7 coûte 36 millions d'euros, tandis que le budget annuel du secrétariat d'Etat à l'égalité femmes-hommes est de l'ordre de 30 millions".

- Women 7 : "Les pays du G7 et plusieurs pays invités au sommet se sont engagés à adopter une nouvelle loi ou une nouvelle politique publique sur les droits des femmes à l'échelle nationale, en se basant sur le rapport du Conseil Consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes. [Ces futures avancées législatives sont déterminantes pour avoir un impact positif et durable dans la vie des femmes et des filles mais elles ne suffisent pas.](#) Le Women 7 rappelle que toute loi ou politique publique adoptée doit être assortie de financements, d'un calendrier de mise en oeuvre et d'une réelle consultation des associations féministes".

- Coordination Sud : ["G7 : peu d'avancées à Biarritz, les inégalités ont encore de beaux jours devant elles "](#)

- CCFD : "Le gouvernement français ne cesse de mettre en avant l'inclusion de la société civile dans la préparation de ce G7, le CCFD-Terre Solidaire tient à préciser que, [malgré des échanges satisfaisants avec certains ministères, le dialogue politique à haut niveau n'a été qu'un faux semblant sur le fond comme sur la forme](#)".

- Amnesty International : « Les observateurs d'Amnesty International ont été stoppés et fouillés à six reprises en deux heures dans cette zone. [Des clôtures de quatre mètres de haut ont également été érigées sur les quatre ponts, divisant la ville en deux](#) ».

- Réseau Action Climat ["Le Réseau Action Climat appelle les membres du G7 à accélérer leur action climatique et boycotte le sommet"](#)

- Oxfam : "la réalité est que depuis des décennies [ces sept pays ont méthodiquement construit la crise des inégalités dans laquelle nous vivons.](#) Oxfam l'illustre un nouveau rapport sur « [Les 7 péchés capitaux du G7](#) ».

- Greenpeace : "Il y a deux mois, nous signions aux côtés de 340 ONG dans le monde une lettre ouverte pour appeler à stopper l'accord Mercosur. Nous appelions les responsables européens à soutenir les droits humains, la dignité humaine et un climat habitable au Brésil, et donc à faire pression sur le Brésil et la politique de Jair Bolsonaro. [La réaction de l'Elysée à l'époque ? un silence assourdissant](#)".

- Coalition Education : "L'éducation était affichée depuis des mois comme la priorité majeure des pays membres du G7, la France en tête, pour lutter contre les inégalités. [Force est pourtant de constater que celle-ci est, au final, l'une des grandes absentes - au même titre que la santé et l'accès aux services de base essentiels](#)"

- Plateformes Alternatives G7 et G7 EZ ! : [manifeste suite au contre Sommet et communiqué pour démentir des informations parues dans la presse.](#)

- Collectif De l'éthique sur l'étiquette : "[Fashion Pacte du G7 : retour à la mode des engagements sans contrainte](#)". "L'urgence est plutôt de s'assurer de la mise en œuvre des obligations des multinationales telles que contenues dans la loi française sur le devoir de vigilance, et de les généraliser en Europe et à l'international".

Annexe - Bilan du G7 sur les questions écologiques

Les engagements portent sur des budgets très limités ou des textes non contraignants :

- L'adoption en mai 2019 de la Charte de Metz sur la biodiversité. Par cette charte (non contraignante), les signataires décident notamment de : "Accélérer et intensifier nos efforts pour mettre fin à la perte de biodiversité, valoriser, conserver, restaurer et utiliser judicieusement la biodiversité, en maintenant ainsi les services écosystémiques, en maintenant une planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels pour tous". [Télécharger \(pdf 5 p.\)](#)
- L'annonce par la France de 20 millions de dollars pour les pays amazoniens souhaitant un soutien et d'une "initiative pour l'Amazonie" pour la reforestation et l'agroécologie, qui sera présentée à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. Perspective d'une initiative similaire pour l'Afrique. Annonce de 10 millions de livres par la Grande-Bretagne pour l'Amazonie.
- Engagement de plusieurs pays dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne à doubler leur contribution au [Fonds Vert pour le climat](#).
- Coalition d'acteurs de l'industrie de la mode : "Fashion Pact" (Pacte de la mode), document non contraignant signé par 32 grands groupes mondiaux, représentant 20 % de l'activité de la mode. Le secteur (dont le chiffre d'affaires annuel atteint 1500 milliards d'euros) participe à près de 10% des émissions de gaz à effet de serre mondiales, à 22 % des pesticides utilisés dans le monde, en augmentation car la production de vêtements n'arrête pas de croître. [Télécharger \(pdf 9 p.\)](#)
- Engagement d'acteurs du transport maritime à réduire leur vitesse pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ceci s'inspire notamment de la [charte SAILS \(Sustainable Actions for Innovative and Low-impact Shipping\)](#) de bonnes pratiques du transport maritime pour la protection du milieu marin et du littoral adoptée en France en juillet. Le transport maritime assure plus de 90 % du commerce mondial en volume.

Annexe - Bilan du G7 sur les inégalités

Il est difficile de déceler des aspects du G7 concernant la justice sociale et la lutte contre les inégalités, qui étaient pourtant un thème central. La déclaration finale ne les mentionnent pas.

Une "déclaration tripartite" avait été adoptée en juin lors du "G7 social", entre les ministres du Travail et de l'Emploi du G7 et les quatre organisations internationales de partenaires sociaux participant au processus du G7 : l'OIE (Organisation internationale des employeurs) et le BIAC (Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE) pour les employeurs, la CSI (Confédération syndicale internationale) et le TUAC (Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) pour les syndicats. [Télécharger](#).

Le "G7 social" avait annoncé les priorités suivantes : renforcer la coopération multilatérale pour réduire les inégalités sociales ; soutenir l'accès universel à une protection sociale adaptée aux mutations du travail ; préparer les individus aux transformations numériques ; assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Notons qu'en France, selon les informations de [l'INSEE d'octobre 2019](#), le taux de pauvreté a continué à augmenter et se situe à 14,7 % de la population en 2018, soit 9,3 millions de personnes en situation de pauvreté (contre 8,8 millions en 2017). Cette situation serait due à la forte hausse des revenus financiers des capitaux mobiliers chez les plus riches - ce qui rehausse automatiquement le seuil de pauvreté, fixé à 60% du revenu médian.

Annexe - L'égalité femmes-hommes au sommet du G7

La France avait affirmé l'égalité femmes-hommes comme une "priorité mondiale", dans la continuité de l'initiative canadienne du G7 de 2018, qui avait institué un "Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes". L'éducation des filles, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'émancipation économique des femmes, notamment africaines, étaient à l'ordre du jour. Le Conseil consultatif pour l'égalité a été reconduit et différents documents mentionnent l'égalité femmes-hommes. Pour autant les engagements concrets sont assez limités et émanent d'initiatives de quelques acteurs comme des fondations privées ou d'Etats déjà en partenariat avec des institutions internationales sur certains programmes - comme le [soutien à l'entrepreneuriat des femmes en Afrique](#) ou à la [Fondation Mugwebe](#) pour la fin des violences contre les femmes dans les zones de conflit et celle de [Nadia Mourad](#). D'une manière générale la question des mécanismes de redevabilité pour suivre les engagements du G7 reste posée.

Une partie de la journée du 25 août portait sur l'égalité entre les femmes et les hommes, avec un déjeuner de travail consacré aux inégalités, suivi d'une présentation du rapport du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes du G7 et d'une session de travail avec les partenaires africains.

Une Déclaration sur l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes est issue du G7. [Télécharger](#). (Ce texte figure aussi ci-dessous en annexe). Un texte "[Promouvoir l'entrepreneuriat féminin en Afrique](#)" a également été adopté.

Le Conseil consultatif du G7 pour l'égalité des femmes et des hommes (groupe de personnalités nommées par la présidence de la République) a publié son rapport de recommandations « Partenariat de Biarritz pour l'égalité entre les femmes et les hommes », ainsi qu'un « Appel à l'action ».

"Le Conseil consultatif a identifié 79 bonnes pratiques en matière de lois pour l'égalité femmes-hommes dans 4 secteurs (violences, autonomisation économique, éducation et santé, discriminations) et dans toutes les régions du monde. Il appelle les dirigeants du G7 et des autres pays à s'engager, à travers le « Partenariat de Biarritz » à adopter et à mettre en œuvre des cadres législatifs progressifs pour l'égalité femmes-hommes, en s'inspirant de ses recommandations. Il appelle en particulier les dirigeants à : Mettre fin à la violence basée sur le genre ; Assurer éducation et santé équitable et de qualité ; Promouvoir l'autonomisation économique ; Assurer l'égalité complète entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques".

Extrait de l'appel à l'action :

- "Le Conseil est un organe indépendant. Les représentants de gouvernements reconnaissent le défi inhérent à la promotion et à la réception des recommandations dans leur double rôle de membres du Conseil et du G7, et ne considèrent pas le présent rapport comme un document gouvernemental de recommandations approuvées.
- Identifier et abolir les lois discriminatoires, et/ou amender les clauses discriminatoires, y compris dans les pays du G7 où elles existent encore. Adopter et mettre en œuvre des cadres législatifs progressistes qui font avancer l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Conseil invite les dirigeants.e.s du G7 et des pays hors G7 à s'engager à adopter et mettre en œuvre au moins une, et de préférence plusieurs lois dans leurs propres pays, à renforcer les lois existantes, et à entamer ces processus législatifs avant le prochain Sommet du G7.
- Garantir le financement nécessaire à la mise en œuvre de ces lois. Investir dans des mécanismes solides de suivi, d'évaluation et de gouvernance, y compris par un soutien accru à la société civile.
- Mesurer les progrès accomplis et en rendre compte au moyen d'indicateurs à échéances régulières".

- [Télécharger le Partenariat pour l'égalité entre les femmes et les hommes](#)

- [Télécharger l'Appel à l'action](#)

- [Télécharger l'annexe du Partenariat de Biarritz pour l'égalité entre les femmes et les hommes \(engagements des Etats\)](#)

Déclaration du G7 sur l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement, reconnaissons que l'égalité entre les femmes et les hommes est indispensable à la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'Homme et à l'atteinte d'un développement et une paix durables. Nous nous félicitons de l'adoption en mai 2019 de la [Déclaration de Paris sur l'égalité entre les femmes et les hommes par les ministres du G7 chargés de l'égalité entre les femmes et les hommes](#). Nous avons écouté des représentants du [Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes](#). Nous soulignons qu'il est important de mener des consultations concrètes avec la société civile dans son ensemble pour échanger sur les bonnes pratiques énoncées dans les nouvelles lois innovantes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

2. Nous reconnaissons que la mise en œuvre et l'application effectives de lois favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes peuvent être un moteur puissant de l'autonomisation des femmes et des filles et nous encourageons un suivi adapté de ces lois, à veiller à ce que les législations ne soient pas discriminatoires. Nous réaffirmons également notre détermination à prévenir et à traiter toutes les formes de violences sexistes et sexuelles. [L'annexe du Partenariat de Biarritz](#) est le premier document concrétisant nos priorités.

3. Nous entendons également plaider pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, afin de créer une coalition mondiale déterminée à parvenir à la pleine autonomisation des filles et des femmes partout dans le monde. À cet égard, nous sommes vivement préoccupés par les législations discriminatoires subies par de trop nombreuses femmes et filles dans le monde et par l'absence de protection juridique. En plus de nos engagements nationaux, nous sommes prêts à aider les pays intéressés, par nos différents dispositifs d'expertise et de développement, à adopter, mettre en œuvre et assurer le suivi des lois contribuant à y remédier et à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Groupe de travail du G7 sur la redevabilité assurera le contrôle du soutien apporté par le G7 à ces pays.

4. Nous nous félicitons de l'organisation à Paris et à Mexico en 2020 du Forum Génération Égalité, qui marquera le [25ème anniversaire de la déclaration et du programme d'action de Pékin](#), ainsi que de la rencontre dans ce contexte des membres du [Partenariat de Biarritz](#), qui sera, nous l'espérons, une étape importante pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes partout dans le monde.

Soutenir les survivantes et les survivants de violences sexuelles en temps de conflit

5. Nous prenons acte de la [Déclaration de Dinard sur les femmes, la paix et la sécurité](#) adoptée par les ministres des Affaires étrangères du G7, et de l'appel qu'elle lance à la communauté internationale afin que celle-ci prenne des mesures pour améliorer la prévention des violences sexuelles en temps de conflit ainsi que la réponse qui leur est apportée. Nous appelons également la communauté internationale à permettre la participation pleine, effective et concrète des femmes à la prévention des conflits, aux processus de paix, ainsi qu'au secours et à la reconstruction.

6. Nous continuerons de soutenir les efforts déployés pour traiter rapidement les dossiers en cours concernant les besoins spécifiques médicaux, psychologiques et sociaux des victimes, et pour que les personnes responsables répondent de leurs actes. Nous encourageons les actions telles que celles entreprises par les lauréats du prix Nobel de la Paix Mme Nadia Murad et le Dr. Denis Mukwege afin de créer un fonds volontaire dédié aux personnes ayant survécu à des violences sexuelles en temps de conflit. Nous attendons avec intérêt la tenue en novembre prochain à Londres de la [conférence internationale Time for Justice : Putting Survivors First](#), qui sera l'occasion de poursuivre la mobilisation en faveur de ce fonds.

Éducation et formation des filles et des femmes

7. Nous accueillons avec satisfaction le [Communiqué conjoint des ministres de l'éducation et du développement international du G7](#) sur la lutte contre les inégalités dans les pays en développement grâce à une éducation favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes et un enseignement et une formation

techniques et professionnels de qualité. Nous sommes convaincus que l'accès à une éducation de qualité est essentiel pour l'autonomisation et l'égalité des chances des femmes et des filles, en particulier de celles qui vivent dans des pays en développement et en proie aux conflits. Nous nous félicitons donc des stratégies déployées pour éliminer les obstacles auxquels les filles sont confrontées et pour parvenir à l'égalité femmes-hommes, notamment de [l'Initiative « Priorité à l'égalité »](#). Dans ce contexte, nous soulignons l'engagement que nous avons pris de renforcer la possibilité pour chaque enfant de bénéficier d'au moins douze ans d'éducation sûre et de qualité, notamment dans les pays touchés par des conflits ou des situations d'urgence et dans les États fragiles. Nous soutenons l'élimination des inégalités et des discriminations entre les femmes et les hommes et la lutte contre les préjugés et les stéréotypes sexistes, et nous nous attachons à coopérer avec les pays en développement pour promouvoir l'intégration, l'équité et l'accès des filles et des femmes à une éducation de qualité, notamment dans le domaine des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM).

P.-S.

[Le dossier complet d'Adéquations sur le G7 et les mobilisations de la société civile](#) r